

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE PASSE PAR LE CH D'ALBI, POUVOIR ADJUDICATEUR DU GHT COEUR
D'OCCITANIE AU PROFIT DU CH d'Albi**

Acheteur :

CENTRE HOSPITALIER D'ALBI

Désigné indifféremment par les termes « Acheteur » ou « Maître d'ouvrage »

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Etude du montage d'une Blanchisserie Interhospitalière

**Cahier des Charges Administratives Particulières
Marché N°262009**

Date limite de remise des offres : le 02 février 2026

Table

Table des matières

Cahier des Charges Administratives Particulières	1
Marché N°262009	1
I. Acheteur, objet du marché et dispositions générales.....	3
II. Pièces constitutives du marché	3
III. Modalités et délais d'exécution du marché	3
IV. Pénalités	4
V. Modalités relatives au titulaire.....	5
VI. Propriétés intellectuelles.....	6
VII. Confidentialité et RGPD (Règlement Général de Protection des Données).....	6
VIII. Sous-traitance	7
IX. Prix.....	8
X. Modalités du règlement des comptes du marché.....	9
XI. Avance forfaitaire.....	10
XII. Clauses en cas de circonstances imprévisibles.....	11
XIII. Clause de réexamen	11
XIV. Litiges.....	12

I. Acheteur, objet du marché et dispositions générales

1) Objet du marché

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à l'étude du montage d'une Blanchisserie Interhospitalière sur le secteur du Tarn Nord.

Le cahier des charges a pour objectif de définir les aspects juridiques, administratifs, organisationnels et financiers essentiels à prendre en compte pour le montage d'une blanchisserie inter hospitalière, impliquant des hôpitaux publics et des ESPIC

La description précise des prestations est indiquée au cahier des clauses techniques particulières.

2) Procédure retenue

Marché passé sur procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1 1° du code de la commande publique.

3) Marché de prestations similaires

En application de l'article R.2122-7. du CCP, un ou plusieurs marchés négociés passés sans publicité ni mise en concurrence préalable et relatifs à des prestations similaires pourront être passés ultérieurement avec le titulaire du marché. La durée pendant laquelle le ou les nouveaux marchés publics pourront être conclus ne pourra dépasser deux ans à compter de la notification du marché public initial.

II. Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué par les documents contractuels ci-dessous énumérés par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et son annexe (modèle de décomposition en prix global et forfaitaire) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives général pour les prestations intellectuelles (CCAG PI) ;
- le mémoire technique du titulaire

III. Modalités et délais d'exécution du marché

1 – Délais d'exécution

Le délai d'exécution de la tranche ferme est de six (6) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

Le délai d'exécution de la tranche conditionnelle, si elle est affermie, est également fixé à six (6) mois à compter de la notification de l'ordre de service correspondant.

2 – Ordres de service

Le démarrage de chaque phase du marché fait l'objet d'un ordre de service.
Chaque OS fixe le point de départ des délais contractuels applicables à la phase concernée.

3 – Délai d'affermissement de la tranche conditionnelle

La tranche conditionnelle peut être affermie par décision expresse du pouvoir adjudicateur dans un délai maximal d'un (1) an à compter de la date de réception des prestations de la tranche ferme.
À l'issue de ce délai, la tranche conditionnelle devient caduque et ne peut plus être affermie.
À défaut d'affermissement dans ce délai, la tranche conditionnelle devient caduque.

4- Prolongation des délais

Les délais d'exécution peuvent être prolongés par ordre de service en cas :

- de circonstances imprévisibles,
- de sujétions techniques non prévues,
- ou lorsque le maître d'ouvrage demande des prestations supplémentaires ou modificatives.

Toute prolongation n'ouvre droit à aucune indemnité, sauf si les prestations supplémentaires le justifient.

5 – Validation des phases

Les délais d'exécution incluent les délais nécessaires à la validation des livrables par le maître d'ouvrage, dans les conditions prévues au CCAG-PI.

IV. Pénalités

1) Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, le montant des pénalités de retard est fixé comme suit.

Pour chaque livrable, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour transmettre une version mise à jour tenant en compte des remarques du maître d'ouvrage, à compter de l'envoi de ses remarques.
Des pénalités de retard peuvent être appliquées à hauteur de 100 € par jour ouvré de retard pour la remise du livrable ou de sa mise à jour.

Pour chaque réunion avec la direction du centre hospitalier, la non présence du titulaire aux réunions entraîne une pénalité de 200€ par constat.

2) Application des pénalités

Sauf indications contraires fournies par le mandataire et dûment acceptées par le maître d'ouvrage, les pénalités encourues par les cotraitants du marché seront ventilées proportionnellement aux parts respectives de chaque cotraitant pour l'élément de mission ou la mission pénalisée.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, les pénalités sont appliquées quel que soit le montant.

La pénalité est en euros est en HT.

1 – Pénalités de retard sur les livrables

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités applicables en cas de retard dans la remise des livrables sont les suivantes :

- Pour chaque livrable, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour transmettre une version mise à jour intégrant les observations du maître d'ouvrage, à compter de la notification de ces observations.
- En cas de dépassement de ce délai, il est appliqué une pénalité de 100 € hors taxes par jour ouvré de retard, jusqu'à remise du livrable conforme.

2 – Pénalités liées aux réunions

Lorsque la présence du responsable de mission ou d'un membre désigné de l'équipe est requise dans le cadre d'une réunion prévue contractuellement ou convoquée par ordre de service, et que cette présence n'est pas assurée sans motif légitime, une pénalité forfaitaire de 200 € hors taxes par constat est appliquée.

3 – Ventilation des pénalités en cas de groupement

Sauf stipulation contraire dûment acceptée par le maître d'ouvrage, les pénalités applicables à un groupement seront réparties proportionnellement à la part de prestations réalisée par chacun des cotraitants au titre de l'élément de mission concerné.

4 – Modalités d'application des pénalités

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple constat par le maître d'ouvrage, conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-PI.

Elles sont calculées en euros hors taxes et prélevées d'office sur les sommes dues au titulaire ou recouvrées selon les règles de la comptabilité publique.

V. Modalités relatives au titulaire

1) Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Fusion, absorption ou transformation juridique du titulaire

En cas de transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire qui ne peut s'opérer qu'avec l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du

Tribunal de Commerce territorialement compétent ;

- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par le pouvoir adjudicateur pour la participation à la procédure de passation du marché initial. Il doit, à cet effet, joindre les documents suivants :

- une déclaration qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux Marchés publics (articles R 2143-3 1° et R 2143-6 du code de la commande publique) ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché dont les capacités professionnelles – capacités financières, moyens et références (article R 2143-3 2° du code de la commande publique) ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 9 du CCAG de référence.

La cession du marché acceptée par le pouvoir adjudicateur fera l'objet d'une modification du marché en application de l'article R2194-6 du code de la commande publique. À défaut d'acceptation, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché selon les modalités prévues au CCAG-PI.

VI. Propriétés intellectuelles

Le marché comprend la cession au pouvoir adjudicateur des droits d'exploitation sur les résultats. Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement. L'utilisation des résultats n'est pas limitée au seul territoire français, y compris dans le cas d'une publication sur internet, ni limitée dans le temps.

La cession intervient à titre gratuit, au fur et à mesure de la production des résultats

Le régime de la propriété intellectuelle est régi selon l'article 35 du CCAG PI 2021.

VII. Confidentialité et RGPD (Règlement Général de Protection des Données)

1 – Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-PI 2021, le titulaire est tenu à une obligation stricte de confidentialité.

Il s'engage à ne divulguer aucune information, document, donnée ou résultat porté à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du marché, sauf autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur.

Cette obligation de confidentialité demeure en vigueur après la fin du marché.

.2 – Données personnelles (RGPD)

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI 2021, chaque partie demeure responsable des traitements de données personnelles qu'elle réalise pour son propre compte.

L'exécution du présent marché n'a pas vocation à impliquer un traitement de données personnelles par le titulaire. Toutefois, un accès ponctuel à des données personnelles ne peut être totalement exclu (ex. organisation interne, effectifs, données indirectement identifiantes).

Dans ce cas, le titulaire devra en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur. Les parties détermineront alors les mesures particulières nécessaires, notamment :

- la qualification du titulaire en tant que sous-traitant au sens du RGPD ;
- la signature d'un avenant ou d'une annexe RGPD, définissant les obligations du titulaire ;
- les mesures techniques et organisationnelles à mettre en œuvre pour garantir la confidentialité, l'intégrité et la sécurité des données.

Le titulaire garantit le respect du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et de la loi Informatique et Libertés.

VIII. Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

1. Acceptation des sous-traitants

Avant tout commencement d'exécution des prestations sous-traitées, le titulaire doit solliciter l'acceptation du maître d'ouvrage et l'agrément des conditions de paiement, en transmettant les pièces suivantes :

- le formulaire DC4 dûment complété,
- le montant et la nature exacte des prestations sous-traitées,
- l'identité complète du sous-traitant,
- une déclaration du sous-traitant ne relevant d'aucun cas d'exclusion,
- les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant.

L'acceptation doit intervenir avant le début des prestations sous-traitées.

2. Prestations non sous-traitables

Ne peuvent être sous-traitées :

- la direction de mission,
- la coordination générale,
- la synthèse finale et les phases de restitution,
- les phases décisionnelles ou stratégiques impliquant le maître d'ouvrage.

3. Paiement direct

Les sous-traitants peuvent bénéficier du paiement direct pour toute part du marché supérieure à 600 € TTC, conformément à l'article R.2193-10 du CCP.

Lorsque des prestations sont confiées à un sous-traitant bénéficiant du paiement direct, l'avance versée au titulaire est calculée déduction faite des montants sous-traités.

4. Responsabilité du titulaire

Le titulaire demeure entièrement responsable à l'égard du maître d'ouvrage de la bonne exécution de l'ensemble des prestations, y compris celles confiées à un sous-traitant.

Aucune pénalité ou sanction ne peut être appliquée directement à un sous-traitant.

IX. Prix

1 – Contenu des prix

Les prix du marché sont exprimés en euros (€) et hors taxes.

Les montants dus au titulaire seront majorés du taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur, conformément au Code général des impôts.

En application de l'article 256 du CGI, les pénalités contractuelles appliquées dans le cadre du présent marché ne sont pas soumises à la TVA.

Grouperments d'opérateurs économiques

En cas de groupement conjoint ou solidaire, les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges nécessaires à la coordination, au pilotage et au contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, taxes, assurances et la marge pour risques et aléas, ainsi que les mesures nécessaires en cas de défaillance d'un cotraitant.

Sous-traitance

En cas de sous-traitance, les prix comprennent les frais de coordination, de supervision et de contrôle des sous-traitants par le titulaire, ainsi que les conséquences éventuelles de leurs défaillances.

Le titulaire demeure seul responsable des prestations à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Titulaire établi dans un autre État membre de l'Union européenne

Si le titulaire est établi dans un autre État membre de l'Union européenne sans établissement stable en France, il facture ses prestations hors TVA et pourra obtenir un numéro d'identification fiscale auprès de l'administration compétente.

1) Révision des prix

VIII.2 – Actualisation des prix

Les prix sont fermes mais actualisables conformément à l'article 12.4 du CCAG-PI 2021. Ils sont établis sur la base des conditions économiques du **mois zéro**, défini comme le mois précédant la date limite de remise des offres.

L'actualisation n'est appliquée que si la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution est postérieure de plus de trois mois au mois zéro.

L'index retenu est l'**index SYNTEC**, représentatif de l'évolution des coûts des prestations intellectuelles.

La formule d'actualisation est la suivante :

$$C_n = S(d-3) / S_0$$

où :

- **S₀** = valeur de l'index SYNTEC au mois zéro,
- **S(d-3)** = valeur de l'index SYNTEC au mois de la date d'effet de l'ordre de service diminué de trois mois.

L'actualisation s'applique à la tranche ferme et, le cas échéant, à la tranche conditionnelle. Aucune autre révision de prix n'est prévue.

X. Modalités du règlement des comptes du marché

Le règlement des sommes dues au titulaire au titre de l'exécution des prestations s'effectue dans les conditions prévues par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique.

IX.1 - Facturation électronique

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique, les factures sont transmises exclusivement sous forme dématérialisée via le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Le titulaire peut utiliser l'une des modalités proposées par le portail (saisie en ligne, dépôt de fichier, transmission automatisée via un système d'information raccordé, ou recours à un tiers).

Lors du dépôt de chaque facture, le titulaire indique notamment :

- son numéro SIRET,
- le code service destinataire,
- le numéro d'engagement juridique (EJ) figurant sur le bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par le pouvoir adjudicateur, telle que définie aux articles R.2192-12 à R.2192-15 du Code de la commande publique (horodatage ou notification de mise à disposition sur Chorus Pro).

En cas de facture incomplète ou non conforme, le pouvoir adjudicateur peut interrompre une fois le délai de paiement, dans les conditions prévues aux articles R.2192-27 à R.2192-29 du Code de la commande publique (notification motivée précisant les pièces manquantes et réouverture d'un nouveau délai à réception des éléments corrigés)

IX.2 - Délai global de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues au titulaire est fixé à :

50 jours pour le présent marché, l'acheteur étant un établissement public de santé, en application des articles L.2192-10 et R.2192-11 du Code de la commande publique.

Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement conforme, telle que définie ci-dessus.

IX.3 - Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

En cas de dépassement du délai global de paiement, un retard de paiement est constitué. Dès le lendemain de l'expiration du délai, des intérêts moratoires courent automatiquement, calculés au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement, en vigueur au premier jour du semestre concerné, majoré de huit points.

Le retard ouvre également droit, de plein droit et sans formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

XI. Avance forfaitaire

Conformément aux articles R.2191-1 à R.2191-11 du Code de la commande publique, une avance forfaitaire est versée au titulaire dès lors que le montant initial du marché, ou celui de la tranche affirmée, est supérieur à 50 000 € HT, sauf refus exprimé dans l'acte d'engagement.

Pour le présent marché, l'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI 2021 est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à 30 % du montant initial toutes taxes comprises des prestations confiées au titulaire, dans les conditions prévues à l'article R.2191-7 du CCP. L'avance n'est pas affectée par l'actualisation des prix.

Le paiement de l'avance intervient dans le délai global de paiement, à compter de la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution.

Le remboursement de l'avance est réalisé conformément à l'article R.2191-11 du CCP et aux stipulations de l'article 11.2 du CCAG-PI.

En cas de groupement, l'avance est calculée et remboursée sur la base de la part de chaque cotraitant, et versée sur les comptes respectifs lorsque ceux-ci sont distincts.

Lorsque certaines prestations sont sous-traitées avec paiement direct, l'avance due au titulaire est calculée sur le montant du marché déduction faite des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

Les sous-traitants bénéficiaires du paiement direct peuvent, sur demande, percevoir une avance dès lors que les conditions réglementaires sont remplies.

En cas de sous-traitance décidée après la notification du marché, le titulaire rembourse la fraction de l'avance correspondant aux prestations confiées à un sous-traitant avec paiement direct, même si celui-ci ne souhaite pas bénéficier d'une avance.

Aucune garantie financière n'est exigée pour le versement de l'avance.

XII. Clauses en cas de circonstances imprévisibles

En cas de survenance de circonstances imprévisibles au sens de l'article 24 du CCAG-PI 2021, le titulaire informe immédiatement le pouvoir adjudicateur et lui transmet tout élément permettant d'établir la réalité et l'impact des événements invoqués.

Lorsque ces circonstances rendent impossible ou manifestement plus difficile l'exécution du marché, les prestations peuvent être suspendues dans les conditions prévues à l'article 24 du CCAG-PI.

Pendant la durée de cette suspension, et dès lors qu'un lien de causalité direct est établi entre l'événement imprévisible et le retard ou l'inexécution, aucune pénalité, sanction ou mise en œuvre de la responsabilité contractuelle ne peut être appliquée au titulaire.

Les parties conviennent alors des mesures nécessaires à la reprise des prestations ou, le cas échéant, des adaptations rendues indispensables par la situation.

XIII. Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

Les présentes clauses de réexamen complètent les dispositions du marché permettant d'adapter son exécution sans remettre en cause l'équilibre initial du contrat, conformément aux articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

XII.1 – Remplacement du titulaire en cours d'exécution

Le titulaire peut proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire dans les situations suivantes :

- cessation d'activité ;
- opération de restructuration (fusion, absorption, scission, apport partiel d'actifs) ;
- cession de contrat autorisée ;
- décès ou incapacité pour les titulaires personnes physiques ;
- en cas de groupement, défaillance grave et avérée du membre chargé de l'exécution principale.

La substitution ne peut intervenir qu'avec l'accord préalable et exprès du maître d'ouvrage, après vérification que le nouveau titulaire :

- ne relève d'aucun cas d'exclusion prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ;
- présente des capacités professionnelles, techniques et financières équivalentes à celles exigées lors de la mise en concurrence.

Cette substitution ne peut avoir pour effet de modifier substantiellement l'économie générale du marché ni d'étendre son objet.

Elle donne lieu, le cas échéant, à la formalisation d'un avenant dans les conditions prévues à l'article R.2194-6 du CCP.

XII.2 – Remplacement du mandataire d'un groupement

En cas de défaillance du mandataire dans l'exercice de sa mission de coordination ou de représentation, les membres du groupement proposent au maître d'ouvrage un nouveau mandataire.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que ce remplaçant remplit les conditions nécessaires pour assurer le rôle de mandataire et ne relève d'aucune interdiction de soumissionner.

La substitution du mandataire n'emporte aucune autre modification du marché et ne peut remettre en cause sa structure, son objet ou les engagements contractuels initiaux.

XIV. Litiges

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse

68, rue Raymond IV

B.P. 7007

31068 Toulouse Cedex 07

Téléphone (de 9h30 à 12h00) : 05 62 73 57 57

Télécopie : 05 62 73 57 40